



Où est le vrai débat ?

Gilles Martinet (Drôme)

Le rapport introductif aux travaux du Conseil national se veut bien trop modeste. Il ne s'agit évidemment pas d'une simple « **présentation des éléments formant la stratégie du parti tels qu'ils ont été votés par les congrès et conseils** ». Le tableau qui nous est donné de la situation actuelle contient nécessairement des éléments nouveaux qui ne pouvaient être analysés lors des précédents congrès et conseils.

De ces éléments, j'en retiendrai deux qui me paraissent particulièrement importants.

1) Le rapport souligne que la plupart des luttes sociales de la dernière période « **se sont développées sur des mots d'ordre réformistes et avec une base de masse réformiste** ». Cela constitue, nous dit-on, « **l'une des questions les plus difficiles posées aujourd'hui au parti** ». Voilà une observation honnête et courageuse mais dont il faut tirer toutes les leçons. Nous ne vivons pas une période de montée révolutionnaire mais une période de reflux, dont les effets sont cependant atténués par l'aggravation des difficultés du capitalisme français (très bien analysées dans le rapport) et par le souvenir encore brûlant des journées de mai 1968. C'est ce qui explique à la fois le réformisme des masses et la fétichisation de la violence parmi les courants populistes (fétichisation qui est évidemment liée au phénomène de reflux mais qui, d'autre part, n'existerait pas s'il n'y avait pas eu Mai). Et c'est aussi ce qui devrait nous conduire à clarifier notre position à l'égard des courants dits « réformistes », (qualification qui, disons-le en passant, ne suffit pas à caractériser le phénomène complexe que constitue le parti communiste). L'affrontement politique que nous devons avoir avec ces courants doit s'accompagner de propositions d'actions communes et donc

éventuellement de la conclusion d'accords, ceci non point pour s'aligner sur ces courants mais pour pousser en avant, éclairer et finalement radicaliser le mouvement des masses.

2) Le rapport admet par ailleurs que les résultats des campagnes décidées par le dernier congrès sont relativement minces. Cela signifie-t-il que le choix des thèmes (contrôle ouvrier, problèmes de la ville, anti-impérialisme) était mauvais ? Je ne le pense pas. Mais la preuve me paraît maintenant faite que le P.S.U. seul ne peut mener de véritables campagnes dépassant le stade classique des actions de propagande. Il ne faut pas seulement « décréter » les campagnes, il faut forger les outils capables de les réaliser. Cela peut entraîner la conclusion d'accords avec les autres organisations. Mais cela implique surtout la création de mouvements autonomes, regroupant tous les éléments susceptibles d'être mobilisés sur un problème précis. Et ces éléments ne sont pas les mêmes lorsqu'il s'agit de gagner les salariés à l'idée du « contrôle » (ce qui n'est pas, chacun le sait, acquis au départ) ou lorsqu'il s'agit de mettre en cause la gestion d'une ville (à travers les comités de quartier et les G.A.M.). Des expériences devraient être tentées d'abord au niveau régional, puis, éventuellement, étendues sur le plan national.

Cela dit, nous savons que des problèmes qui ne sont qu'effleurés dans le rapport introductif vont être également posés au conseil national, et en premier lieu celui de la constitution du « **futur parti révolutionnaire** ». Cela gêne visiblement certains camarades qui, tout en se déclarant favorables « **à l'unité d'action avec tous les mouvements qui se réclament de Mai** », ne veulent pas — et ils ont sur ce point raison — rompre les négo-

ciations qui sont engagées avec le parti communiste. Ces camarades semblent prêts à faire de grandes concessions verbales à la condition que l'on s'en tienne, dans la pratique, aux ambiguïtés présentes.

Je ne suis pas de cet avis. Je crois qu'un certain nombre de vérités doivent être dites, même si cela doit faire grincer quelques dents.

Première vérité : il n'y a pas d'unité possible entre **tous les « mouvements qui se réclament de Mai »**. Il suffit de lire les textes de la « Gauche prolétarienne », de l'A.J.S., de la Ligue communiste, de « Lutte ouvrière », etc., pour s'apercevoir qu'en dehors de la lutte contre la répression, les divergences l'emportent désormais sur les convergences. Marc Heurgon avait raison d'écrire dans le premier numéro de « Que faire ? » que le **« mouvement révolutionnaire est dans l'impasse »**.

Deuxième vérité : chaque courant cherche, comme cela est naturel, à réaliser une certaine unification **sur la base de ses propres positions**. On ne peut reprocher aux camarades de la Ligue communiste de manquer de franchise dans ce domaine.

Il se trouve cependant que les positions des uns et des autres ont évolué au cours de cette dernière période. Aussi ne doit-on repousser aucun dialogue, ni rejeter a priori la perspective d'aucun rapprochement. Mais — et c'est là, pour moi, la question essentielle — dialogues et rapprochements doivent intervenir à partir d'une mise au net de nos propres objectifs.

Troisième vérité : la notion de « courant révolutionnaire » contribue à obscurcir considérablement le débat en le plaçant sur un terrain plus sentimental que politique. Nous utilisons naguère, pour caractériser l'orientation du P.S.U., la formule de « courant du nouveau socialiste », puis de « courant socialiste ». Ce que cela voulait dire concrètement, des millions de Français l'ont appris à l'occasion de la campagne présidentielle au cours de laquelle Michel Rocard a développé les thèses que nous avons collectivement élaborées depuis la fondation du parti. Et chacun a pu également se rendre compte à ce moment que ces thèses étaient loin de coïncider avec celles que défendaient

les autres **« mouvements se réclamant de Mai »**.

Faudra-t-il s'en tenir toujours aux divergences de 1969? Evidemment non. Des évolutions se produisent et il serait absurde de les ignorer. Encore faut-il préciser le sens de ces évolutions et dire nous-mêmes sur quoi nous sommes aujourd'hui d'accord et sur quoi nous ne le sommes pas.

Le confusionnisme qui règne à ce propos dans le parti a une double origine. Il y a d'abord des camarades qui ne sont pas, qui n'ont jamais été ou qui ne sont plus sur les positions du « nouveau socialiste » : il est normal qu'ils songent, sans toujours le dire ouvertement, à constituer le « futur parti révolutionnaire » sur des bases proches du maoïsme, du trotskysme ou du populisme. Et puis il y a des camarades que la discussion avec les groupes révolutionnaires traumatise, parce que cette discussion ne peut être menée **que sur la base du marxisme** et qu'ils ne sont pas eux-mêmes marxistes,

Je sais que je touche là encore un point délicat. Mais il faut vider tous les abcès. J'ai été de ceux qui, pour respecter les convictions d'un grand nombre de militants (et, en particulier, de ceux qui venaient des milieux chrétiens), ont insisté pour que le P.S.U. ne se réclame pas publiquement du marxisme. Cela a été sans doute valable à une certaine époque. Cela a cessé de l'être. Ma participation, au cours de ces derniers mois, à onze stages de formation de la C.F.D.T., m'a guéri de mes anciens scrupules. Ce sont les militants d'origine chrétienne qui demandent aujourd'hui avec le plus d'insistance qu'on leur enseigne l'histoire du marxisme : j'entends l'histoire véridique du marxisme, avec ses richesses, mais aussi ses lacunes et ses contradictions.

Un grand effort de clarification est nécessaire. Il ne saurait évidemment être entrepris d'ici le Conseil national. Mais le Conseil national peut, tout en prenant les mesures pratiques qu'exige la poursuite des luttes actuelles, décider l'ouverture du débat de fond qui doit, à mes yeux, commander nos choix futurs en matière de regroupement et d'unité.